

## "La conférence de la relance européenne s'ouvre aujourd'hui à Bruxelles" dans Le Figaro (10 juillet 1955)

**Légende:** Le 10 juillet 1955, le quotidien français Le Figaro décrit la mission du Comité intergouvernemental que préside Paul-Henri Spaak, ministre belge des Affaires étrangères, dans le cadre de la relance européenne.

**Source:** Le Figaro. dir. de publ. BRISSON, Pierre. 10.07.1955, n° 3370; 129e année. Paris: Le Figaro. "La conférence de la relance européenne s'ouvre aujourd'hui à Bruxelles", auteur:J.L. , p. 3.

**Copyright:** (c) Le Figaro

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/la\\_conference\\_de\\_la\\_relance\\_europeenne\\_s\\_ouvre\\_aujourd\\_hui\\_a\\_bruelles\\_dans\\_le\\_figaro\\_10\\_juillet\\_1955-fr-d4e9b517-be4a-4d96-aed5-4e86a3e9f26c.html](http://www.cvce.eu/obj/la_conference_de_la_relance_europeenne_s_ouvre_aujourd_hui_a_bruelles_dans_le_figaro_10_juillet_1955-fr-d4e9b517-be4a-4d96-aed5-4e86a3e9f26c.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/11/2015

## La conférence de la relance européenne s'ouvre aujourd'hui à Bruxelles

La réunion d'experts qui commence aujourd'hui à Bruxelles est un maillon d'une chaîne déjà longue : démission de M. Jean Monnet de la présidence de la Communauté charbon - acier pour protester contre l'immobilisme des gouvernements dans la construction de l'Europe ; mémorandum du Benelux proposant à la fois l'établissement d'un marché commun généralisé et la création d'organisations particulières pour les transports, pour l'énergie classique et atomique ; conférence de Messine où les ministres des Affaires étrangères des six pays de la Communauté adoptèrent le texte du Benelux, après en avoir quelque peu adouci les termes, et décidèrent qu'une conférence préparerait un ou plusieurs projets de traité avant le 1<sup>er</sup> octobre ; enfin désignation de M. Spaak, ministre des Affaires étrangères de Belgique, pour animer cette conférence.

Avec quelque recul, on commence à mieux jauger le travail réalisé à Messine. Hésitante pendant deux jours, la conférence a pris dans les dernières heures une allure nettement positive.

Elle décidait de réunir les experts. On pouvait se demander si c'était pour préparer ou pour étouffer l'Europe. Maintenant, le doute n'est plus permis. Le choix de M. Spaak pour mener le travail est clair. Jovial et doué d'une volonté farouche, le ministre belge n'admettra pas que, sous des prétextes divers, on marque le pas en chantant *Marchons* comme des soldats de théâtre. Il a su déjà, par une démission retentissante, indiquer qu'il ne tolérerait pas que son nom serve de paravent à un ensevelissement sous les fleurs.

C'est en grande partie l'attitude de la France qui commande les possibilités de faire l'Europe. Or, dans son discours de Bourges, M. Edgar Faure a indiqué avec beaucoup de netteté sa volonté de progresser sans équivoque, et les applaudissements qui ont salué ce passage de son discours ont montré que l'opinion publique est d'accord. M. Félix Gaillard, qui va présider la délégation française, part avec des instructions positives.

La date du 1<sup>er</sup> octobre ne sera probablement pas tenue. Vouloir faire régler en pleines vacances des problèmes aussi complexes serait une gageure, même sous le ciel tempéré de Bruxelles. Aujourd'hui on se contentera des premiers contacts et notamment de nommer la commission de l'énergie atomique, qui promet d'être la plus importante de la conférence.

L'originalité de cette réunion c'est que les Anglais ont accepté d'y venir. Que feront-ils ? C'est un mystère. Certains vont même jusqu'à se demander si l'on ne les a pas invités pour faciliter un échec de la conférence. C'est certainement faux. Le désir d'organiser l'Europe la plus large possible est très vivace au cœur des Européens. D'autre part, si nos amis d'outre-Manche n'ont rien à voir dans nos discussions sur des problèmes de canaux et de voies ferrées, ils s'intéressent beaucoup au marché européen et l'on ne peut songer à organiser un statut de l'atome sans en discuter avec eux.

Que sortira-t-il de cette conférence ? Probablement de nouveaux organismes disparates entre lesquels les frontières risquent d'être capricieuses. C'est que les problèmes traités sont très différents les uns des autres. On peut parler, par exemple, d'un marché commun du charbon, voire des transports, mais cela n'aurait aucun sens pour l'énergie atomique où les problèmes concernent les investissements et le libre accès aux matières premières. Si la Suisse et l'Autriche n'ont pas grand chose à dire sur le charbon et l'acier, leur présence est presque indispensable quand il s'agira des transports ou de l'électricité pour lesquels ces deux pays occupent des positions-clé.

Au-delà du désordre apparent, un fait s'impose : les Européens travaillent à mettre en pool des secteurs de plus en plus vastes, de plus en plus sensibles. Les organismes qu'on crée ne sont plus responsables devant les gouvernements mais devant une assemblée parlementaire qui, un jour ou l'autre, sera élue au suffrage universel.

L'Europe est vraiment l'enjeu des discussions qui vont s'ouvrir à Bruxelles.

J. L.